

Bujumbura accuse officiellement la Belgique de l'assassinat de Rwagasore

@rib News, 14/10/2018 Source AFP Le Burundi accuse la Belgique d'avoir ordonné l'assassinat d'un l'indépendance Le Burundi a accusé dimanche la Belgique, son ancienne puissance coloniale, d'avoir commandité l'assassinat en 1961 du héros de l'indépendance et membre de la famille royale le prince Louis Rwagasore, quelque mois avant son accession à l'indépendance.

C'est la première fois que le gouvernement burundais accuse officiellement la Belgique d'être responsable de l'assassinat du prince Louis Rwagasore, risquant de détériorer encore davantage les relations entre les deux pays. «Avantable commanditaire qu'est le Royaume de Belgique, puissance coloniale de l'époque qui était farouchement opposée à l'indépendance immédiate du Burundi, n'a pas encore rendu de comptes», déclare le porte-parole du gouvernement dans un communiqué. Une commission technique ad hoc Le gouvernement envisage de mettre sur pied une commission technique ad hoc pour enquêter sur les assassinats (de) de Rwagasore et des siens», ajoute-t-il, faisant référence à ses deux enfants morts en bas âge quelques mois après sa disparition. Le gouvernement accuse également la Belgique d'avoir «une part de responsabilité dans les différentes crises politico-ethniques qui ont ensanglanté le Burundi depuis son indépendance». Royaume multiculturel de la région des Grands lacs, le Burundi a été une ancienne colonie allemande avant d'être placée sous tutelle belge après la 2e Guerre mondiale. Il obtient son indépendance sous l'impulsion du prince Louis Rwagasore, fils aîné du roi Mwambutsa V, qui deviendra Premier ministre avant d'être assassiné par un commerçant grec de Bujumbura le 13 octobre 1961, quelque mois avant la proclamation de l'indépendance le 1er juillet 1962. Le Burundi est en crise depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat controversé. Sa réélection en juillet de la même année déclenche une crise qui a fait au moins 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes. Ces violences ont poussé la Cour pénale internationale (CPI) à ouvrir une enquête.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});